

Projet maritime de Cornouaille : Référentiel maritime – InterSCoT

*« Intégration de l'espace maritime dans les politiques
d'aménagement et de développement durable cornouaillaises »*





Lettre de motivation

➤ *lettre de motivation du coordinateur qui s'engage dans l'appel à projet,*

Monsieur, le Président,

La Région Bretagne souhaite la mise en place de démarches de Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC) sur l'ensemble de son linéaire côtier, avec une attention particulière à l'échelle de ses pays, afin de promouvoir la meilleure prise en compte de ses dimensions littorales et maritimes dans tous leurs aspects, économiques, sociétaux et environnementaux. A cet effet, après un premier appel à projet lancé en 2011 en coopération avec l'Etat, la Région a décidé de poursuivre en propre en lançant en mars 2012 un nouvel appel à projet permettant d'enrichir et compléter les initiatives portées par ses territoires.

Quimper Cornouaille Développement, agence de développement économique et d'urbanisme également en charge des fonctions de Pays de Cornouaille, entend répondre à cet appel à projet afin d'intégrer plus étroitement la maritimité dans les stratégies de développement et d'aménagement durable du territoire. Elle se propose de le faire au titre de sa mission de coordination InterSCoT du territoire cornouaillais, en pilotant de manière ouverte et fédératrice la construction d'un référentiel InterSCoT destiné à se décliner sous forme de volet maritime dans nos 5 Scots qui se partagent la façade littorale et les enjeux maritimes de la Cornouaille, et à accompagner des projets économiques ou de territoires.

Ainsi, à la différence de notre précédente proposition présentée sans succès en 2011, portant sans doute une ambition trop générale et insuffisamment déterminée au regard du contexte de l'appel à projet, le présent dossier se veut plus concret dans son objet et sa finalité. Il portera le regard en priorité sur la mer en tant que ressource économique et d'emploi, activités existantes et opportunités de développement, et la nécessaire préservation de l'écosystème et de la qualité des eaux. Ceci pour revenir ensuite à ses autres dimensions plus facilement appréhendables que sont l'attractivité en tant que cadre de vie ou espace de loisirs, et ainsi dégager l'équilibre le plus juste entre les priorités du territoire maritime et littoral afin que la Cornouaille puisse continuer à vivre de la mer et pas seulement vivre au bord de la mer.

Le projet que nous présentons se décline en trois phases, les deux premières étant indissociables et consistant à réaliser un référentiel maritime, la troisième phase consistant ensuite à accompagner sa mise en œuvre dans les SCOTs et auprès des porteurs de projets. Pour la meilleure clarté du projet, le budget de l'opération est composé de deux parties : la première pour les phases 1 et 2, la seconde pour la phase 3.

Ensemble, en mobilisant les acteurs publics et privés cornouaillais ainsi que leurs partenaires, nous proposons de porter les valeurs maritimes, de développer et affirmer le dynamisme des filières économiques maritimes et les opportunités de développement qui y sont liées et de les inscrire dans l'avenir de nos projets de territoire.

Vous remerciant de la meilleure attention de la Région,



Fiche d'identification du coordinateur

Nom de la structure : Quimper Cornouaille Développement

Forme juridique : Association (loi 1901) sous statut d'agence d'urbanisme

Référence :

- ✓ Numéro de SIRET : 519 258 651 00016
- ✓ Code APE : 84132

Représentant légal : Bernard POIGNANT - Président

Adresse postal : 3 rue Pitre Chevalier, CS 40002, 29018 Quimper Cedex

Coordonnées Tél : 02 98 10 34 00
Fax : 02 98 10 34 10

Adresse électronique générique : contact@quimper-cornouaille-developpement.fr

Responsable à contacter : Luc MALLET - Directeur d'études urbanisme et aménagement

Coordonnées Tél : 02 98 10 34 13

Adresse électronique : luc.mallet@quimper-cornouaille-developpement.fr



Résumé du projet à l'attention du grand public

Un projet maritime pour la Cornouaille

La Cornouaille est une terre maritime. Elle compte 330 000 habitants, 10% de la population bretonne, 2500 km² soit 9% de la surface de la Bretagne, et 330 km de linéaire côtier (12% du linéaire breton). C'est à la fois une grande façade maritime, riche d'une quarantaine de ports, de près de la moitié de la pêche bretonne, d'un nautisme de pointe et, tout autant, un territoire agricole et industriel de premier plan, l'un des principaux bassins touristiques et un espace d'attractivité résidentielle à l'échelle de la Bretagne.

La Cornouaille est aussi une mer. Elle représente la porte d'entrée, un cap à franchir entre Manche et Golfe de Gascogne. Espace maritime aux ressources et potentialités encore largement à promouvoir quant à la pêche, au transport, à l'énergie... ce sont des dimensions qu'il est nécessaire de prendre en considération pour les inscrire dans un développement ambitieux et durable.

Si toutes ces ressources, activités et usages maritimes ont grandement contribué à forger ce qu'est la Cornouaille, les stratégies d'aménagement et de développement du territoire ont cependant peu abordé jusqu'à présent l'espace maritime en lui-même.

Aujourd'hui, l'agence Quimper Cornouaille Développement (QCD*) propose de piloter un travail d'intégration de cet espace maritime dans les stratégies d'avenir en construisant avec les collectivités et acteurs concernés un référentiel maritime ayant vocation à se traduire en volet maritime dans les 5 Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT) couvrant l'ensemble du territoire cornouaillais.

Notre champ d'étude, que l'on pourra appeler « Mer de Cornouaille », sera large et portera sur un espace de l'ordre de 50 milles en mer afin d'aller jusqu'au bord du plateau continental et recouvrir ainsi le maximum d'activités et de potentialités de développement. Par contre l'espace de projet au titre des volets maritimes des Scots qui seront issus de cette réflexion devra en revenir plus strictement aux 12 milles des eaux territoriales au-delà desquels ceux-ci n'ont plus de légitimité à intervenir.

L'étude menée sur ce périmètre doit permettre dans un premier temps de bien appréhender et identifier ce qu'est la « Mer de Cornouaille » pour une vision globale de l'espace physique comme des activités et usages qui s'y déroulent. L'attention y sera particulièrement portée sur ce qu'apporte la mer en termes d'activité économique et d'emploi, et sur les exigences de respect de l'écosystème et de préservation de la qualité des eaux. Le travail consistera en un second temps à confronter les enjeux en y associant les dimensions de cadre de vie ou de loisirs, à les hiérarchiser et enfin à formuler des orientations à intégrer dans les Scots sous forme de volets maritimes.

Ce travail permettra ainsi de connaître et intégrer à une échelle pertinente la mer et ses activités ou usages, de définir les potentialités de développement et d'inscrire les orientations d'avenir dans les politiques de territoire.

Cette démarche s'inscrit dans la Gestion Intégrée des Zones Côtières portée par la Région Bretagne. Elle permet d'offrir un dialogue transversal entre monde scientifique, professionnels de la mer, représentants de l'aménagement territorial et l'ensemble des acteurs concernés. Ainsi la Cornouaille réalise un pas de plus vers son développement durable.

(*) L'agence QCD est une association Loi 1901, sous statut d'agence d'urbanisme agréée, ayant pour objet le développement économique et l'aménagement de la Cornouaille et assurant également les fonctions de Pays de Cornouaille, projet de territoire, tourisme et énergie. Elle constitue une structure d'ingénierie stratégique territoriale partagée, agissant en programme partenarial au bénéfice commun de ses membres que sont la totalité des EPCI du Pays de Cornouaille et leurs syndicats de SCoT, les chambres consulaires, l'Etat, la région et le département.

Table des matières

1. Présentation du Pays de Cornouaille	7	3.3. Participation des partenaires économiques et sociaux.....	21
1.1. Le contexte du projet	8	4. Méthodologie de mise en œuvre du projet	23
1.2. Etat des lieux du Pays de Cornouaille (chiffres et données-clés)	9	4.1. Phasage du projet	24
1.3. Les enjeux maritimes de la Cornouaille – questions principales	10	4.2. Outils de concertation et de gouvernance prévus ou envisagés.....	25
1.4. Justification du périmètre	11	4.2.1. Le comité maritime.....	25
2. Descriptif des objectifs du projet et des résultats attendus	13	4.2.2. Les outils de travail	26
2.1. Principaux objectifs.....	14	5. Pilotage du projet.....	27
2.2. Principes d'intégration, de partenariat et d'innovation.....	15	5.1.1. Responsables du projet : maître d'œuvre et chef de projet	28
2.3. Effets attendus sur le territoire de la Cornouaille	16	5.1.2. Modalités techniques, financières et administratives existantes ou à mettre en œuvre pour en garantir la pérennité	28
2.4. Analyse des effets à une échelle plus large.....	16	5.1.3. Modalités d'évaluation envisagées.....	29
3. Présentation du groupe projet.....	17	6. Fiches actions.....	30
3.1. Le groupe projet InterSCoT.....	18	7. Tableau de financement.....	36
3.2. Identification des partenariats publics ou privés (collectivités, établissements publics, services de l'Etat, entreprises, associations...)		7.1. Budget prévisionnel détaillé par postes de dépenses et sources de financement.....	37

19



1. Présentation du Pays de Cornouaille



1.1. Le contexte du projet

L'identité de la Cornouaille s'est forgée historiquement à partir de l'exploitation des ressources maritimes. La marine nationale, le commerce maritime et surtout la pêche, ses activités et emplois induits ont représenté des filières qui ont largement employé les populations et structuré la Cornouaille et son développement. Aujourd'hui nombre de ces activités interrogent : baisse du pavillon marchand national, réduction du format des forces armées et, plus impactant sur le plan local, préservation difficile de la dynamique de la pêche face aux enjeux de financement des navires, d'attrait du métier, de coût du gasoil, aux exigences de quotas...

Ainsi toutes nos filières de l'économie maritime méritent la plus grande attention : celles traditionnelles comme la pêche qui doivent poursuivre et se moderniser, comme celles émergentes ou encore simplement potentielles qui doivent pouvoir s'épanouir à l'avenir : conchyliculture et aquaculture, algues et biotechnologies marines, énergies marines, transport maritime... De telles perspectives de développement sont vitales pour notre territoire. Elles doivent être évaluées et faire explicitement partie de son projet. Les conditions de leur réalisation doivent être réservées face aux autres enjeux, activités et usages de la mer, du littoral et des espaces rétro-littoraux afin que ces derniers ne viennent pas en limiter la mise en œuvre.

Quimper Cornouaille Développement avait déjà présenté une proposition lors de l'appel à projet de 2011, sans succès du fait sans doute d'une ambition trop générale et insuffisamment déterminée au regard du contexte de l'appel à projet. L'ambition du présent dossier est plus ciblée, portant prioritairement sur l'étude et le développement de l'activité et de l'emploi maritimes. Elle est aussi beaucoup plus contextualisée au regard des attendus de l'appel à projet GIZC, visant à constituer un référentiel commun InterSCoT destiné à être intégré en volets maritimes des 5 Scots de Cornouaille. Elle est enfin compatible avec le projet de l'ouest Cornouaille retenu en 2011, le SIOCA étant lui-même comme les autres Scots demandeur de ce travail de référentiel InterSCoT à échelle cornouaillaise auquel il participera.

Il est à noter que la commission d'enquête publique du SCOT de l'Odet a relevé dans son rapport le manque d'un volet maritime, relevant cette problématique comme d'échelle InterSCoT et déterminante pour la Cornouaille. Ce dossier vient en outre à un moment où la coordination InterSCoT prend de l'ampleur : réalisation d'un premier référentiel d'aménagement commercial, lancement d'une enquête ménages-déplacements, travail sur les zones d'activités à cette même échelle...

L'engagement de la présente démarche a été unanimement convenu en réunion InterSCoT, le 29 mars, puis approuvé par le Conseil d'Administration de Quimper Cornouaille Développement le 2 avril 2012.

1.3. Les enjeux maritimes de la Cornouaille – questions principales

La mer et le littoral sont devenus à présent des espaces de détente et de rêve mais doivent aussi rester des espaces de production et d'exploitation.

Les évolutions relatives de la société et des activités économiques maritimes amènent à une conscience collective plus largement sensible aux questions de bien-être, de paysage, avec un regard plus contemplatif ou d'usages de loisirs sur les espaces maritime et littoraux. La culture maritime traditionnelle de la mer source de revenu d'existence, générée depuis des siècles jusqu'à nos jours, semble bien s'estomper peu à peu. C'est pourquoi un équilibre doit être redéfini à l'échelle InterSCoT afin de redonner à la maritimité dans tous ses aspects, la valeur et la place qui lui a permis de structurer notre société contemporaine.

L'espace maritime est peu abordé dans les stratégies de développement et d'aménagement et pourtant il offre de réelles opportunités de développement.

Face à ce constat, et au regard d'une pression littorale toujours plus forte, la Cornouaille doit savoir mettre en avant son économie maritime et le potentiel de développement qu'elle engendre ainsi que l'influence qu'elle porte sur le tissu social du territoire.

La prise en compte des espaces maritimes par les autorités locales est difficile tant par la difficulté de matérialiser des limites que par l'étendue et la fluidité des échanges de toutes sortes. L'échelle d'intervention doit par conséquent être large, aussi apparaît-il à tous nécessaire de construire et partager une vision globale de l'économie maritime au travers des cinq SCOT qui composent la Cornouaille.

Enjeux maritimes de la « Mer de Cornouaille »

- **Apporter un équilibre durable pour la maritimité de la Cornouaille, en confortant son économie**
- **Inscrire l'espace maritime dans les stratégies de développement et d'aménagement à l'échelle InterSCoT**

1.4. Justification du périmètre

Le cadre d'études doit être large, avec un parti pris de regard d'abord depuis le large et revenant vers la terre, jusqu'aux limites de salure des eaux.

Nous proposons en ce sens de poser un périmètre d'étude allant jusqu'à 50 milles en mer au droit des côtes cornouaillaise afin de prendre en compte la maritimité cornouaillaise dans tous ses champs d'action.

Cette « mer de Cornouaille » touche ainsi les grands couloirs de navigation, l'entrée sud du rail d'Ouessant, les trafics vers Nantes – St. Nazaire et l'entrée ouest de Lorient. Elle englobe le plateau continental qui est l'espace de pêche de proximité et peut aborder le talus continental, (NB : tout en rappelant que nos espaces de pêche se situent également au loin, en ouest manche, sud et ouest Irlande pour nos navires hauturiers, ou autour des Açores ou des Seychelles pour nos thoniers océaniques).

Au moment de la stricte déclinaison de l'étude en proposition de volet maritime pour les Scots, ce périmètre devra cependant être ramené aux limites des eaux territoriales au-delà desquelles les Scots ne sont pas légitime à intervenir, et côté terre aux limites de salure des eaux et à celles à terre du territoire cornouaillais (de la baie de Douarnenez à l'ouest jusqu'à l'embouchure de la Laïta à l'Est).

Chacune de ces limites portera concertation avec le Pays de Brest et Pays de Lorient, ainsi qu'avec les périmètres des Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) présents sur le territoire. Par conséquent, le périmètre des volets Scot de la « mer de Cornouaille » a pour ambition d'être évolutif et fonction des ambitions de gestion concertée.

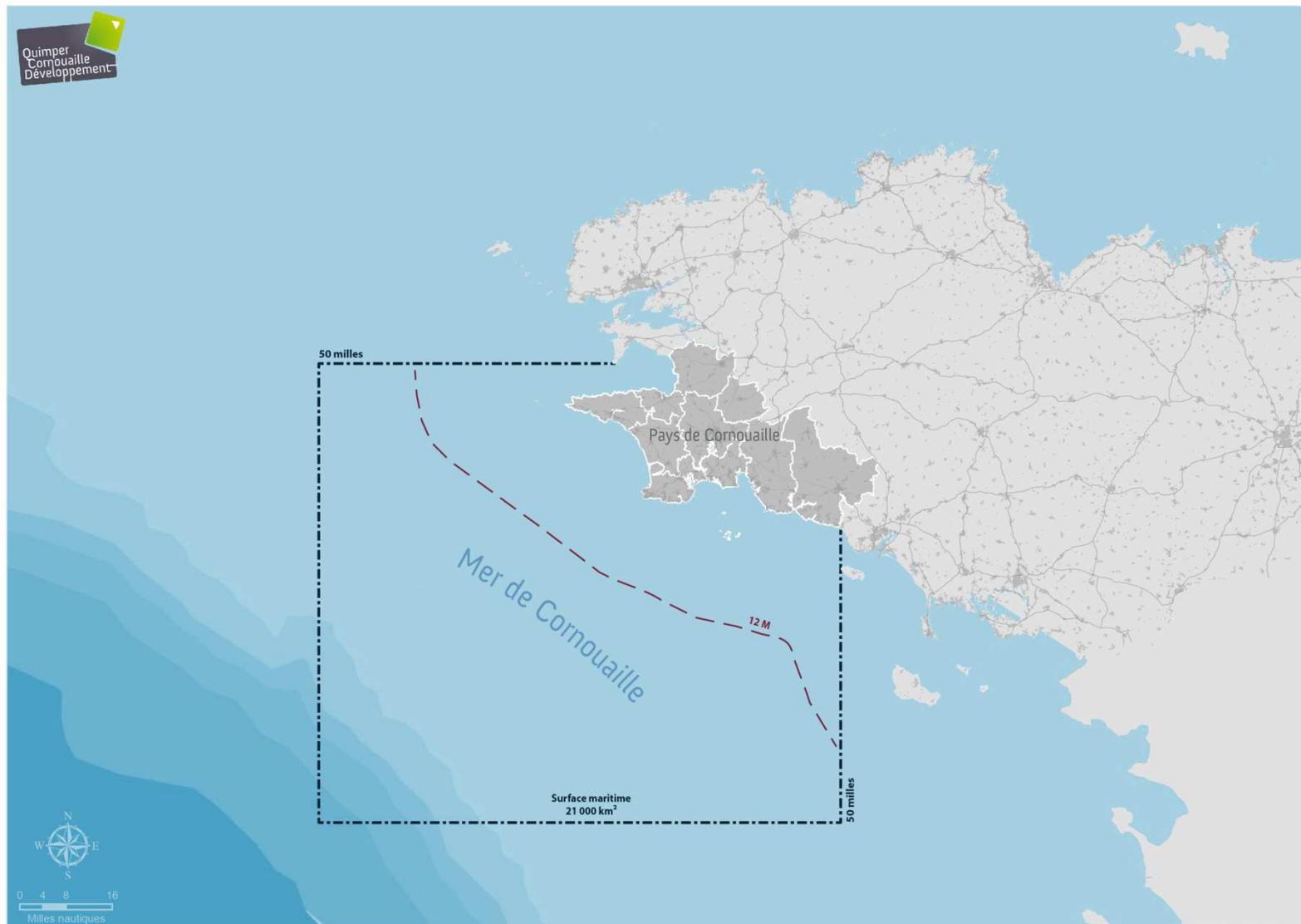
Périmètres

- **Un périmètre d'étude : large, incluant tous les champs d'actions des activités maritimes cornouaillaises (50 M)**
- **Un périmètre de déclinaison dans les Scots : des limites de salure des eaux aux limites des eaux territoriales (12 M)**

Carte du périmètre d'étude proposé de la Mer de Cornouaille

Les limites de déclinaison en volets maritimes de Scot seront évolutives, fonction de la concertation avec les Pays de Brest et Lorient, des SAGE, et autres acteurs concernés. Par exemple la limite nord, pourra être remontée de manière à inclure la totalité de la Baie de Douarnenez et son SAGE.

Le périmètre général d'étude s'étend pour sa part très au-delà, jusqu'aux zones fréquentées par les activités maritimes cornouaillaises



2. Descriptif des objectifs du projet et des résultats attendus



2.1. Principaux objectifs

« Connaître ce que l'on protège – On protège ce que l'on connaît »

La finalité du projet consiste à réaliser un référentiel maritime qui permettra d'intégrer l'espace maritime dans les stratégies d'aménagement et de développement du territoire à l'échelle InterSCoT, et de les inscrire par la suite comme volet maritime dans les Schémas de Cohérence Territoriale.

Le premier objectif consiste à connaître le milieu physique et définir ce qu'est la Mer de Cornouaille au travers de deux thématiques complémentaires : ses ressources et son économie maritime. Les ressources comprendront l'ensemble des données tant du milieu naturel, physiques et biologiques, que des espaces aménagés, infrastructures et patrimoine. L'économie maritime se caractérise par l'ensemble des activités et usages, marchands et non marchands, dépendant directement d'une ou plusieurs ressources maritimes. L'étude permettra d'identifier chaque élément et les relations qu'il porte aux autres. Les résultats de ce travail doivent permettre d'obtenir une vision globale de la Mer de Cornouaille.

Le deuxième objectif vise, dans le respect de l'écosystème, à repérer les potentialités de développement de l'économie maritime cornouaillaise. Les potentialités peuvent être de deux ordres : existantes ou à définir. Les potentialités existantes correspondent aux ambitions de développement, d'innovation et de diversification des filières économiques existantes. Pour les potentialités à définir, elles dépendent du diagnostic initial qui déterminera les nouvelles ressources susceptibles d'exploitation, et proposera de nouvelles pistes de développement (exemple : développement de l'algoculture, transport maritime, énergies marines...).

Le troisième objectif correspond à l'élaboration d'un référentiel maritime cornouaillais qui permettra d'intégrer la mer dans son ensemble au sein des documents d'aménagement et de développement du Pays de Cornouaille. Le référentiel permettra de hiérarchiser les enjeux et de formaliser les orientations d'aménagement et de développement. Il définira entre autre les conditions de compatibilité entre les activités et les usages maritimes, les orientations et principes de localisation des équipements industriels et portuaires comme l'indique l'article R122-3 du code de l'urbanisme.

Par la suite, étape suivante de ce travail pour l'agence, il s'agira d'une part, en qualité d'agence d'urbanisme, d'accompagner les Scots de Cornouaille pour mener à bien l'intégration de ce référentiel en volet maritime, et d'autre part, en qualité d'agence de développement, d'impulser et accompagner des projets économiques et d'aménagement sur le territoire.

Objectifs

- **Conforter les connaissances des ressources de la « Mer de Cornouaille »**
- **Identifier les activités économiques**
- **Repérer les potentialités de développement économique par le maritime**
- **Hiérarchiser les enjeux**
- **Formaliser les orientations**
- **Intégrer l'espace maritime dans les stratégies d'aménagement et de développement durable à l'échelle InterSCoT**

Diagnostic

« Référentiel maritime »

2.2. Principes d'intégration, de partenariat et d'innovation

« Créer des synergies nouvelles autour de la mer. »

Le projet de référentiel maritime doit se réaliser à l'échelle InterSCoT de façon à appréhender et intégrer les ressources, les activités et les usages maritimes sur un territoire le plus pertinent. La réflexion à une échelle plus large sera menée en partenariat avec les pays voisins (Brest et Lorient), ainsi qu'avec d'autres périmètres établis sur le territoire comme par exemple les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), les Plan d'Action pour le Milieu Marin (PAMM) de la Directive Cadre Stratégie Milieu Marin (DCSMM) de l'Europe.

Au niveau local, une coopération est d'ores et déjà lancée avec les SCOT qui constituent la Cornouaille.

Elle prend en particulier en compte le projet GIZC porté par le SIOCA et retenu lors du précédent appel à projet, visant notamment à :

- Partager à l'échelle de son territoire l'information sur les enjeux de GIZC ;
- Identifier les zones et les enjeux d'exploitation de son littoral pour la pêche et la conchyliculture ;
- Organiser l'équilibre entre pêche et plaisance dans les ports de l'ouest Cornouaille.

Une coopération étroite liera QCD et le SIOCA pour intégrer ces travaux et les compléter sur le reste du littoral cornouaillais, à l'exemple de la coopération d'ores et déjà lancée pour une étude socio-économique sur le thème de la plaisance début avril 2012. La démarche de travail se veut innovante dans le sens où elle entend s'organiser en fonction des bassins de navigation et non uniquement des logiques portuaires ; elle renforce et offre une complémentarité des compétences de chaque structure et fait le lien entre un regard micro et macro du territoire et de l'espace maritime.

Le SIOCA, en tant que syndicat de Scot et à l'instar des autres Scots cornouaillais, est par ailleurs demandeur du référentiel InterSCoT projeté par le présent dossier de Quimper Cornouaille Développement, partageant le souci de coordination des volets littoraux des Scots

La démarche prospective de travail permet d'offrir une attitude d'ouverture et un dialogue entre univers scientifique, acteurs de l'aménagement territorial de tous niveaux, autorités en charge des questions maritimes et portuaires, professionnels privés et publics.

De plus, afin de pérenniser les efforts, l'agence souhaite développer sa compétence maritime pour garantir un socle de connaissances communes en un lieu central propre à démultiplier les interconnexions entre acteurs et thématiques du développement de la Cornouaille (économie, aménagement, tourisme, énergie,..).



2.3. Effets attendus sur le territoire de la Cornouaille

« Mobiliser les acteurs du territoire dans un projet partagé de Cornouaille axé sur le développement maritime. »

Les effets attendus sur la Cornouaille sont multiples. Il s'agit de :

- Fédérer les acteurs autour d'une réflexion maritime à l'échelle du Pays de Cornouaille et donc de l'InterSCoT ;
- Créer/Augmenter des opportunités d'interconnexions entre les acteurs du territoire, voire des opportunités de développement et d'installation d'activités économiques ;
- Stimuler des projets innovants (transport maritime - cabotage, énergies marines renouvelables ...) ;
- Développer des partenariats dans l'innovation et de la valorisation des produits (dossier « Pôle Mer ») ;
- Ouvrir l'horizon des représentants politiques du territoire vers le maritime ;
- Bénéficier d'une base de données pertinente sur la Mer de Cornouaille, son économie maritime et son poids dans l'économie générale.

Les thématiques pressenties de travail correspondent au développement de la filière de la pêche professionnelle, des énergies marines renouvelables, de l'aquaculture, du transport maritime, du nautisme et de la plaisance....

2.4. Analyse des effets à une échelle plus large

« La notoriété maritime cornouaillaise au-delà de ses frontières »

L'influence de la Mer de Cornouaille dépasse évidemment les limites administratives du Pays de Cornouaille et la capacité de régulation de ses Scots, d'où la pertinence du périmètre d'étude élargi.

- Le périmètre d'étude permet d'intégrer les champs d'actions des activités maritimes ainsi que les mouvements des ressources, du port d'attache aux zones fréquentées, de l'amont des courants à l'aval, des flux migratoires d'organismes vivants.... Il s'agit de comprendre la mobilité des ressources, et leur partage avec les territoires de Bretagne adjacents ;
- Le projet de « référentiel » permettra non seulement de donner une visibilité plus large au Pays de Cornouaille, mais aussi de participer à l'attractivité et à la notoriété du territoire, via le maritime ;

3. Présentation du groupe projet



3.1. Le groupe projet InterSCoT

Le groupe projet est à la fois à vocation très large et évolutive en fonction des étapes du projet. Il est envisagé de créer un premier groupe référent et coordinateur nommé « comité maritime de Cornouaille » au sein de l'agence Quimper Cornouaille Développement. Il sera composé :

- Du directeur du projet et du chef de projet ;
- De trois à cinq élus cornouillais porteurs des enjeux maritimes.

Ce comité aura capacité de déterminer autant que de besoin des groupes thématiques spécifiques. QCD se positionne comme élément fédérateur et coordinateur de la démarche.

L'agence QCD est une association Loi 1901, sous statut d'agence d'urbanisme agréée, ayant pour objet le développement économique et l'aménagement de la Cornouaille et assurant également les fonctions de Pays de Cornouaille, projet de territoire, tourisme et énergie.

Elle constitue une structure d'ingénierie stratégique territoriale partagée, agissant en programme partenarial au bénéfice commun de ses membres que sont la totalité des EPCI du Pays de Cornouaille et leurs syndicats de Scot, les chambres consulaires, l'Etat, la région et le département.

A la différence d'un groupement *ad hoc*, à vocation temporaire et objet unique, le projet sera donc porté par une structure établie, à caractère pérenne et à objet étendu à toutes les composantes du développement de la Cornouaille.

L'agence QCD est née en 2010 d'une volonté coopérative forte au sein du pays, dans l'objectif de permettre une gestion macro et donner une visibilité plus importante de la Cornouaille à échelle régionale et nationale, ceci dans une stratégie de développement durable. Dans ce cadre, la démarche InterSCoT a été initiée début 2010 dans la perspective de mettre en cohérence certaines problématiques communes aux 5 Scots de Cornouaille. La Gestion Intégrée des Zones côtières fait partie intégrante de cette démarche.

En fonction des étapes du projet seront associés à la démarche l'ensemble des acteurs et des contributeurs utiles, et en particulier :

- Les élus des EPCI et de leurs Scots ainsi que leurs techniciens ;
- La Région Bretagne ;
- Les autorités et services nationaux de l'Etat portant l'action en matière maritime (préfet maritime, SHOM, DDTM, DREAL...) ;
- Les autres coordinateurs de GIZC (SIOCA) et agences d'urbanisme voisines de Lorient et Brest ;
- Les scientifiques et experts, les professionnels et représentants des secteurs d'activité concernés ;
- Le conseil de développement du pays, les représentants des usagers...

3.2. Identification des partenariats publics ou privés (collectivités, établissements publics, services de l'Etat, entreprises, associations...)

La Cornouaille comporte 95 communes, regroupées en 10 EPCI (Etablissement Public de Coopération Intercommunale) dont 8 Communautés de communes et 2 Communautés d'agglomérations. Le territoire englobe 5 SCOT, schémas de cohérence territoriaux. (NB : l'île de Sein, commune hors communauté, est associée au projet et contrat de pays).

- Communauté d'agglomération de Concarneau Cornouaille (CCA)
- Communauté d'agglomération de Quimper Cornouaille (Quimper Communauté)
- Communauté de communes du Cap Sizun (CCCS)
- Communauté de communes du Haut Pays Bigouden (CCHPB)
- Communauté de communes du Pays Bigouden Sud (CCPBS)
- Communauté de communes du Pays Fouesnantais (CCPF)
- Communauté de communes du Pays Glazik (CCPG)
- Communauté de communes du Pays de Quimperlé (COCOPAQ)
- Communauté de communes du Pays de Douarnenez (Douarnenez Communauté)
- Communauté de communes de Châteaulin et du Porzay (CCPCP)
- Etat – Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Finistère (DDTM)
- Conseil régional de Bretagne (Région Bretagne)
- Conseil Général du Finistère (CG29)
- Chambre d'agriculture du Finistère
- Chambre de Commerce et d'Industrie de Quimper Cornouaille (CCI)
- Chambre des Métiers et de l'Artisanat (CMA)
- Syndicat Intercommunautaire Ouest Cornouaille Développement (SIOCA)
- Syndicat Mixte pour l'élaboration du SCOT de l'Odet (SYMESCOTO)

Les autres partenariats

- La Préfecture du département
- La Préfecture maritime
- La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement, et du Logement (DREAL)

Les autres instances associées disposant de comités décisionnaires :

- Les cinq SAGE que compte le Pays de Cornouaille :
 - SAGE Baie de Douarnenez (en élaboration)
 - SAGE Ouest Cornouaille (en élaboration)
 - SAGE Odet (en première révision)
 - SAGE Sud Cornouaille (en instruction)
 - SAGE Elle-Isole-Laïta (en mise en œuvre)
- Les représentants des filières économiques maritimes
- Les opérateurs Natura 2000
- Les gestionnaires des espaces naturels
- Le Parc Naturel Marin d'Iroise
- Le Parc Naturel Régional d'Armorique

Les SCoT de Cornouaille

Périmètres des SCoT dans le Pays de Cornouaille - 2010

Les SCoT de Cornouaille

- SCoT de l'Odet | SYMESCOFD
- SCoT de l'ouest Cornouaille | SIDCA
- SCoT de Châteaulin et du Porzay | CCPCP
- SCoT de Concarneau Cornouaille | 4C
- SCoT du Pays de Quimper | COCORAQ



3.3. Participation des partenaires économiques et sociaux

La participation des partenaires et des acteurs privés et publics se déroulera tout au long de l'élaboration du référentiel maritime et ensuite de son intégration en tant que volet maritime de SCOT.

Ils seront mobilisés sous forme d'entretiens lors de l'analyse socioéconomique de chaque activité maritime, dans le cadre d'analyses qualitatives lors d'entretiens semi-directifs, ou dans le cadre d'analyses quantitatives par la diffusion de questionnaires spécifiques.

Les acteurs seront par ailleurs sollicités pour l'élaboration du diagnostic. Le comité maritime définira des groupes thématiques sous forme d'ateliers. Ces groupes thématiques comprendront des représentants des acteurs intéressés par le sujet (exemple : acteurs publics et privés d'une filière économique). Et dans un second temps (phase : enjeux – orientations), les acteurs seront de nouveau sollicités en atelier prospectif dans une logique transversale.





4. Méthodologie de mise en œuvre du projet



4.1. Phasage du projet

Le projet maritime du Pays de Cornouaille se déroule en trois phases : élaboration du diagnostic, formalisation du «référentiel maritime », intégration du référentiel dans les SCOT et accompagnement d'actions. .

Phase 1	DIAGNOSTIC	<ul style="list-style-type: none">• La collecte et le recueil de connaissances sur les ressources maritimes• L'identification des activités économiques maritimes• Le repérage de potentialités de développement	12 mois (à partir du 01/10/2012)
Phase 2	REFERENTIEL maritime InterSCoT	<ul style="list-style-type: none">• Hiérarchisation des enjeux• Formalisation d'orientations	6 mois (à partir du 01/10/2013)

Les phases 1 et 2 sont indissociables, et concourent ensemble à la production du référentiel maritime InterSCoT.

Phase 3	INTEGRATION	<ul style="list-style-type: none">• Accompagnement pour l'intégration des éléments du référentiel dans les SCoTs : PADD, cas échéant DOO• Impulsion de projets économiques et d'aménagements sur le territoire• Accompagnement (A-M-O) d'initiatives GIZC localisé à l'échelle des territoires de gestion (communautés)	18 mois (à partir du 01/04/2014)
---------	--------------------	---	--

La phase 3 intervient ensuite et correspond à la phase d'intégration dans les SCOT et de mise en œuvre d'actions, encore indéterminées à ce stade.

La phase 1 correspond à la réalisation d'un diagnostic des composantes de la « Mer de Cornouaille ». Il est constitué de trois thèmes. Le premier concerne les ressources du milieu marin (ressources vivantes, inertes, spatiales, infrastructurelles et patrimoniales). Il s'agit de collecter et regrouper les données existantes, et le cas échéant, de réaliser des études sur des données manquantes. Le second thème concerne toutes les activités et les usages anthropiques, marchands et non marchands. Il comprend l'étude de la structuration socioéconomique de chaque filière, et les liens que celles-ci entretiennent entre elles et avec les ressources maritimes. Le diagnostic doit permettre d'obtenir une vue d'ensemble, globale, de ce qui existe en mer au niveau des ressources, de ce qui s'y passe au niveau des activités et des usages. Ainsi, il sera possible de repérer les potentialités de développement économique par le maritime.

La phase 2 reprend le contenu du diagnostic et consiste à dégager les enjeux majeurs d'aménagement et de développement. Elle permettra de hiérarchiser ces enjeux et de formaliser les orientations prévues à cet effet.

Seules les phases 1 et 2 correspondent à la présente demande de subventions. Il est à noter que la fin de la phase 2 a pour objectif de se terminer pour le premier trimestre 2014, au moment des élections territoriales et municipales.

La phase 3 permettra, d'une part, dès réinstallation des assemblées locales, d'accompagner les structures révisant les SCoT, afin d'y intégrer le volet maritime souhaité dans les stratégies de développement et d'aménagement, et d'autre part, d'impulser et accompagner les projets économiques ou de territoires allant dans le sens des orientations du référentiel.

4.2. Outils de concertation et de gouvernance prévus ou envisagés

4.2.1. Le comité maritime

En termes de gouvernance du projet, il est envisagé de créer une instance spéciale nommée « comité maritime », à l'échelle InterSCoT.

Cette nouvelle instance aura autorité pour :

- suivre l'élaboration du document « Schéma maritime de Cornouaille » ;
- créer des groupes thématiques sur des sujets maritimes spécifiques avec les acteurs intéressés ;
- traiter toutes les problématiques en lien avec le maritime ;
- élaborer le diagnostic et le référentiel maritime ;
- proposer et coordonner les actions nécessaires sur le territoire ;
- diffuser les informations auprès de tous les partenaires ;
- répondre aux objectifs prévus par la démarche de Gestion Intégrée des zones Côtières.



4.2.2. Les outils de travail

- QCD s'appuie sur le « guide méthodologique d'aide à la prise en compte des problématiques maritimes dès le diagnostic des SCOT côtiers » réalisé en 2007 par le CEPRALMAR dans le cadre du programme SYSCOLAG (systèmes Côtiers et Lagunaires) ainsi que sur les critères utilisés par la Directive Cadre Stratégie Milieu Marin (DCSMM). Méthode issue de l'expérience du SCOT du Bassin de Thau, ce guide a été élaboré de façon à pouvoir être adapté à d'autres territoires et permet de « structurer une vision du territoire, de partager cette vision avec les différents acteurs, et de hiérarchiser les points problématiques qu'il aura permis de mettre en avant.[...] Un outil facilitant la considération du domaine maritime dans ses dimensions environnementales et socio-économiques [...] de manière à venir compléter les différentes études menées jusqu'alors dans le cadre de la mise en place des SCOT, pour obtenir une vision complète du domaine maritime. » (Extrait du guide p.16)

La méthode consiste à identifier toutes les ressources maritimes et terrestres ainsi que toutes les activités et les usages existants. L'outil utilisé pour permettre un recensement exhaustif des activités est le code NAF (APE) de la nomenclature 2008 de l'INSEE.

La démarche consiste à identifier les ressources utilisées et/ou exploitées par chaque activité. Ces dernières font chacune l'objet d'une analyse approfondie par filière (activité amont, activité centrale et avale) sous trois angles : économique, environnemental et social. L'objectif est ici de recueillir les données existantes et de les compléter si nécessaire par le lancement d'études complémentaires. Par la suite, les interrelations qui lient les activités entre elles sont analysées pour définir leur niveau d'intégration, de coopération.

- Capacité de traitement statistique et de production cartographique de l'agence Quimper Cornouaille Développement
- Mobilisation d'expertises externes pour le collectage et le recollement des données et analyses scientifiques, techniques et économiques, par appel à prestations de bureau d'études spécialisés.

5. Pilotage du projet



5.1.1. Responsables du projet : maître d'œuvre et chef de projet

- Maître d'ouvrage : Quimper Cornouaille Développement, agence de développement et d'urbanisme - budget 2,3 M€, 27 collaborateurs ;
- Groupe projet : groupe permanent de conduite du projet composé d'élus membres de l'agence et de l'équipe projet ;
- Equipe projet : Direction de projet assurée par le directeur d'études urbanisme – aménagement ;
- Chef de projet dédié, poste spécialement recruté et affecté à 2/3 de temps au projet.

5.1.2. Modalités techniques, financières et administratives existantes ou à mettre en œuvre pour en garantir la pérennité

Il est demandé à la Région Bretagne de subventionner à hauteur des deux tiers (66,6%) le travail de diagnostic et de formalisation du référentiel InterSCoT qui se déroulera sur une période de 18 mois. Les moyens mis en œuvre sont les suivants :

Les moyens agence :

Appui technique : centre de ressources de l'agence (informaticien-cartographe, documentaliste-webmestre, statisticien multi-observatoires) ;

Coopérations diverses : apport en transversalité de l'ensemble des équipes de l'agence (économie, tourisme, aménagement, énergie).

Les moyens externes :

Etudes et sous-traitance : apports et intégrations de données scientifiques, techniques, d'analyses économiques et sociologiques ; apports méthodologique en démarche prospective... (Liste non exhaustive)

Animation et communication : supports d'expositions, ...

Modalités d'évaluation envisagées

L'évaluation de la démarche pourra relever des registres de la capacité à fédérer, la diffusion des connaissances et l'impact de l'action. Elle pourrait porter sur les points suivants :

- Nombre d'initiatives qui se recommandent de la démarche et des orientations (les actions opérationnelles de gestion, les initiatives privées et partenariales, conférences, enseignement...)
- Impact dans les médias, nombre d'articles (presse, web...)
- Evaluation de la méthodologie en elle-même (implication des acteurs, capacité à faire adhérer largement, articulation des étapes de l'identification des atouts et faiblesses aux orientations stratégiques)
- Qualité et pertinence des résultats en termes d'opportunités de développement économiques, sociaux et environnementaux.

6. Fiches actions



Identifiant du projet	Projet maritime du Pays de Cornouaille	
Identifiant de l'action	Phase 1 Diagnostic – connaissances des ressources maritimes	

Quimper Cornouaille Développement

Constat	Enjeux
La Mer de Cornouaille possède des ressources naturelles connues, d'autres encore inconnues.	Déterminer les ressources peu ou non connues en Mer de Cornouaille

Finalités

- Obtenir une vision globale des ressources vivantes, inertes, spatiales, patrimoniales et infrastructurelles

Objectifs

- Réaliser un recueil des données existantes et déterminer les données manquantes utiles au diagnostic
- Tendre vers une exhaustivité des connaissances sur les ressources maritimes de la Mer de Cornouaille

Résultats attendus

- Posséder une base de données pertinente sur les ressources de la Mer de Cornouaille (ressources vivantes, inertes, spatiales, patrimoniales et infrastructurelles) permettant d'obtenir une vision de l'ensemble des ressources
- Permettre aux partenaires de bénéficier de cette base de données

Les acteurs

Partenaires techniques	Bénéficiaires
<ul style="list-style-type: none"> • L'Etat • Les acteurs concernés (ex : SAGE, réseau Natura 2000, SIOCA...) • Bureau d'études 	L'agence Quimper Cornouaille Développement et ses partenaires.

Identifiant du projet	Projet maritime du Pays de Cornouaille	
Identifiant de l'action	Phase 1 Diagnostic – identification de l'économie maritime cornouaillaise	

Quimper Cornouaille Développement

Constat	Enjeux
L'économie maritime du Pays de Cornouaille est large et diversifiée, de la construction navale à l'aquaculture, de la pêche professionnelle à la course au large, de la recherche hydrolienne aux métiers de tradition maritime, en passant par les activités de tourisme et de loisirs.	Le déséquilibre qui se creuse entre les besoins de développement des activités maritimes et la perte de la culture maritime cornouaillaise au bénéfice d'une culture contemplative de la mer.

Finalités

- Obtenir un équilibre durable entre toutes les activités maritimes du territoire

Objectifs

- Réaliser un recueil des données existantes et déterminer les données manquantes utiles au diagnostic
- Identifier les activités maritimes dans leur ensemble, par filière (amont/aval)

Résultats attendus

- Déterminer les potentialités de développement

Les acteurs

Partenaires techniques	Bénéficiaires
<ul style="list-style-type: none"> • L'Etat • Les acteurs économiques de Cornouaille (CCI, représentants des filières économiques...) 	L'agence Quimper Cornouaille Développement et ses partenaires.

Identifiant du projet	Projet maritime du Pays de Cornouaille	
Identifiant de l'action	Phase 2 : Référentiel maritime InterSCoT	

Quimper Cornouaille Développement

Constat	Enjeux
L'espace maritime est peu abordé dans les stratégies d'aménagement et de développement du territoire de la Cornouaille	Elaborer un outil permettant d'intégrer l'espace maritime dans son ensemble, dans les politiques d'aménagement du territoire.
Finalités	
Intégrer l'espace maritime et ses composantes dans les stratégies de d'aménagement et de développement du territoire, comme « volet maritime » de SCOT	

Objectifs
<ul style="list-style-type: none"> • Hiérarchiser les enjeux • Formaliser les orientations de développement et d'aménagement
Résultats attendus
<ul style="list-style-type: none"> • Définir concrètement les enjeux maritimes qui permettront au Pays de Cornouaille de poursuivre son développement durable

Les acteurs	
Partenaires techniques	Bénéficiaires
<ul style="list-style-type: none"> • Les SCOT du Pays de Cornouaille et leurs syndicats 	L'agence Quimper Cornouaille Développement et ses partenaires

Identifiant du projet	Projet maritime du Pays de Cornouaille	
Identifiant de l'action	Phase 3 Intégration « volet maritime » de SCOT	

Quimper Cornouaille Développement

Constat	Enjeux
L'espace maritime est peu abordé dans les stratégies d'aménagement et de développement du territoire de la Cornouaille	Elaborer un outil permettant d'intégrer l'espace maritime dans son ensemble, dans les politiques d'aménagement du territoire.
Finalités	
<ul style="list-style-type: none"> • Intégrer l'espace maritime et ses composantes dans les stratégies de d'aménagement et de développement du territoire, comme « volet maritime » de SCOT et en accompagnement de projets • Impulsion de projets économiques et d'aménagements sur le territoire 	

Objectifs
<ul style="list-style-type: none"> • Utilisation du référentiel comme outil d'intégration dans les cinq SCOT qui composent la Cornouaille et comme outil d'accompagnements de projet.
Résultats attendus
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Prise en compte de l'espace maritime et ses composantes dans les stratégies d'aménagement et de développement du territoire

Les acteurs	
Partenaires techniques	Bénéficiaires
<ul style="list-style-type: none"> • Les SCOT et leur syndicat • Les EPCI 	<ul style="list-style-type: none"> • L'agence Quimper Cornouaille Développement et ses partenaires. (EPCI, SCOT...)

Phases associées	Phase 1				
		2012	2013	2014	2015
	Phase 2				
		2012	2013	2014	2015
	Phase 3				
		2012	2013	2014	2015

Bilan	Impacts
Ce travail d'intégration de l'espace maritime dans les stratégies d'aménagement et de développement permettra d'apporter un équilibre durable, en redonnant de la légitimité à l'économie maritime productive, face à une conscience collective plus contemplative vis-à-vis du milieu marin	L'économie maritime productive sera soutenue par les politiques de développement et d'aménagement. Il est à noter qu'en aucun cas les autres économies ne seront défavorisées. L'équilibre durable permettra d'augmenter l'attractivité du territoire
Perspectives	
La réalisation du référentiel permettra de posséder une base évolutive sur les connaissances maritimes de la Mer de Cornouaille dans son ensemble. Les perspectives envisagées correspondent à un suivi du positionnement de l'économie productive et de son soutien si nécessaire	

7. Tableau de financement



7.1. Budget prévisionnel détaillé par postes de dépenses et sources de financement

Première partie : budget prévisionnel des phases 1 et 2 du projet (Diagnostic + référentiel maritime), correspondant à une période de travail de 18 mois.

Dépenses			Ressources		
<i>Dépenses éligibles (2)</i>			<i>Aides publiques</i>		
<i>Nature</i>	<i>Montant HT</i>	<i>Montant TTC</i>	<i>Origine</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
Prestations intellectuelles			<i>Région</i>	80 000	2/3
<i>Etudes</i>	30 000	-			
<i>Prestations de services</i>			<i>Autofinancement</i>	40 000	1/3
Autres dépenses			<i>Autres financements</i>	-	-
<i>Frais de communication</i>	10 000	-	...		
...		-			
Dépenses de personnels					
<i>Salaires et charges</i>	50 000	-			
<i>Frais de fonctionnement</i>	30 000	-			
<i>Total des dépenses éligibles</i>	120 000	-	<i>Total des recettes</i>	120 000	100 %

NB : les phases 1 et 2 correspondent au travail central de constitution des éléments du projet, de mobilisation forte des partenaires et de formalisation du référentiel. Ceci nécessite des phases externes d'expertise et de communication, au-delà des coûts internes et de personnels, et justifie une demande de subventions régionales à niveau significatif.

Deuxième partie : budget prévisionnel de la phase 3 (intégration du référentiel en volet maritime des SCoTs et accompagnement de projets), correspondant également à une période de 18 mois

NB : La phase 3 correspond à un travail d'accompagnement de projets ou AMO, qui ne justifie pas de dépenses externes de la part de l'agence. Le taux de subventions attendu de la Région est moindre, et la part d'autofinancement de l'agence plus importante, pour tenir compte de la part d'indétermination des projets à accompagner au présent stade du dépôt du dossier.

Dépenses			Ressources		
Dépenses éligibles (2)			Aides publiques		
Nature	Montant HT	Montant TTC	Origine	Montant	%
Prestations intellectuelles			Région	40 000	50
Etudes	-	-			
Prestations de services	-	-	Autofinancement	40 000	50
Autres dépenses			Autres financements	-	-
Frais de communication	-	-	...		
...	-	-			
Dépenses de personnels					
Salaires et charges	50000	-			
Frais de fonctionnement	30000	-			
Total des dépenses éligibles	80 000	-	Total des recettes	120 000	100 %

Budget prévisionnel global (€)			
Charges externes	40 000	Subvention Région	120 000
Personnels + frais d'agence	160 000	Autofinancement agence	80 000
TOTAL	200 000	TOTAL	200 000

NB : l'activité de l'agence Quimper Cornouaille Développement, association de loi 1901, se situe en dehors du champ de la TVA

